

# ANALYSE BUDGÉTAIRE

## Québec : budget de 2021

### Encore un long chemin avant le retour à l'équilibre budgétaire

#### FAITS SAILLANTS

- ▶ Pour l'exercice 2020-2021, le ministère des Finances s'attend à un déficit budgétaire de 15,0 G\$. Il s'agit d'un pronostic identique à celui présenté lors de la mise à jour de novembre dernier.
- ▶ Le déficit budgétaire devrait diminuer graduellement par la suite. Il faudra toutefois patienter jusqu'en 2027-2028 pour ramener le solde à zéro.
- ▶ Les projections financières du gouvernement du Québec ne sont pas complètement bouclées. Les estimations actuelles comportent un écart à résorber croissant à compter de l'exercice 2023-2024. Pour parvenir à l'équilibre budgétaire en 2027-2028, l'écart à résorber s'élève à 6,5 G\$ pour cet exercice.
- ▶ Après avoir atteint un creux de 43,2 % du PIB au 31 mars 2020, le ratio de la dette brute remontera à 49,5 % au 31 mars 2021. Une réduction progressive du ratio de la dette par rapport au PIB est prévue par la suite.
- ▶ Le budget 2021 propose plusieurs nouvelles mesures visant à contrer les effets néfastes de la pandémie, mais aussi à positionner le Québec pour l'après-COVID-19. L'ensemble des mesures additionnelles totalise 15,0 G\$ d'ici 2025-2026.

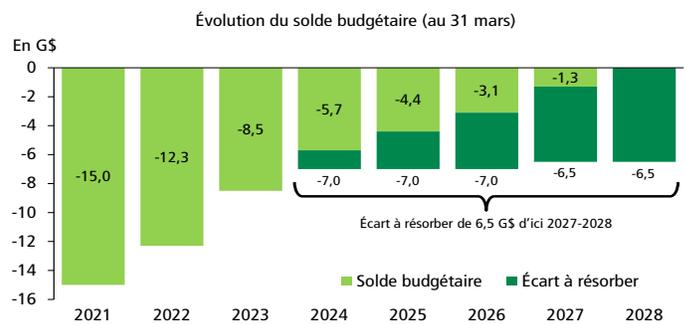
#### Pas de retour à l'équilibre budgétaire avant 2027-2028

Le budget 2021 procure non seulement une mise à jour de l'incidence de la COVID-19 sur les finances publiques du Québec, mais permet également d'avoir un aperçu de la suite des choses. Comme on s'en doutait, il faudra plusieurs années pour que le budget du Québec se remette de ce choc inédit. Pour l'exercice 2020-2021, le ministère des Finances s'attend encore à un déficit budgétaire de 15,0 G\$. Il s'agit d'un pronostic identique à celui présenté lors de la mise à jour de novembre dernier. Une partie de ce déficit sera épongé de façon comptable par le montant restant au sein de la réserve de stabilisation, soit 8,8 G\$. Le déficit pour l'exercice 2021-2022 a été revu à la hausse par rapport aux estimations de l'automne dernier. Il passe ainsi de 8,2 G\$ à 12,3 G\$, soit un niveau qui demeure inférieur au déficit projeté pour 2020-2021. Le déficit budgétaire devrait continuer à diminuer graduellement par la suite. Il faudra toutefois patienter jusqu'en 2027-2028 pour ramener le solde à zéro, c'est-à-dire dans sept ans. Il s'agit d'un délai supérieur à ce qui est présentement prévu dans la *Loi sur l'équilibre budgétaire*. Une suspension temporaire de cette loi sera donc nécessaire, ce qui peut facilement se justifier par le caractère exceptionnel de la situation actuelle.

Cela dit, les projections financières du gouvernement du Québec ne sont pas complètement bouclées. Les estimations actuelles comportent un écart à résorber croissant à compter de l'exercice 2023-2024. Pour parvenir à l'équilibre budgétaire en 2027-2028, l'écart à résorber s'élève à 6,5 G\$ pour cet

#### GRAPHIQUE

##### Retour à l'équilibre budgétaire



Source : Ministère des Finances du Québec

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Benoit P. Durocher, économiste principal

Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2021, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

**TABLEAU 1**  
**Situation budgétaire**

EN G\$ (SAUF SI INDIQUÉ)	RÉEL	PROJECTIONS							
	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028
Revenus autonomes	91,7	90,0	95,7	100,3	104,1	107,8	111,2	115,1	119,0
Variation (%)	0,1	-1,9	6,3	4,8	3,8	3,6	3,1	3,6	3,3
Transferts fédéraux	25,2	30,3	26,9	26,2	26,8	26,4	27,0	27,5	27,9
Variation (%)	9,1	20,0	-11,1	-2,8	2,4	-1,3	2,0	2,1	1,5
Revenus budgétaires totaux	117,0	120,3	122,6	126,4	130,8	134,3	138,1	142,7	146,9
Variation (%)	1,9	2,8	1,9	3,2	3,5	2,6	2,9	3,3	3,0
Dépenses de programmes	-107,2	-110,8	-116,9	-119,6	-123,8	-126,6	-130,5	-134,9	-139,2
Variation (%)	9,3	4,1	5,4	2,3	3,5	2,3	3,1	3,4	3,2
Frais de la dette	-7,7	-7,7	-8,6	-9,0	-9,0	-9,4	-9,3	-9,1	-9,2
Variation (%)	-12,0	-0,1	12,4	4,5	-0,1	4,8	-1,3	-2,2	1,3
Mesures de soutien et de relance	---	-11,9	-4,3	-1,2	-0,1	---	---	---	---
Changement comptable sur les paiements de transferts	---	-0,6	-0,7	-0,7	-0,5	-0,6	-0,6	-0,1	0,4
Provisions pour risques économiques	---	-1,3	-1,3	-1,3	-0,8	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5
Écart à résorber	---	---	---	---	1,3	2,6	3,9	5,2	6,5
Solde	2,1	-12,0	-9,2	-5,3	-1,9	-0,3	1,1	3,2	4,9
Fonds des générations	-2,6	-3,0	-3,1	-3,2	-3,8	-4,1	-4,2	-4,5	-4,9
Solde avant réserve de stabilisation	-0,5	-15,0	-12,3	-8,5	-5,7	-4,4	-3,1	-1,3	0,0
Utilisation de la réserve de stabilisation	0,5	8,8	---	---	---	---	---	---	---
Solde budgétaire au sens de la Loi	0,0	-6,2	-12,3	-8,5	-5,7	-4,4	-3,1	-1,3	0,0
Dette brute	198,8	219,0	230,3	242,0	250,8	254,9	258,4	nd	nd
Variation (%)	-0,2	10,1	5,2	5,1	3,6	1,6	1,4	nd	nd
En % du PIB	43,2	49,5	49,2	48,8	48,7	47,9	47,0	nd	nd
Dette représentant les déficits cumulés	107,6	119,6	128,8	134,1	136,0	136,3	135,2	nd	nd
Variation (%)	-4,2	11,1	7,7	4,1	1,4	0,2	-0,8	nd	nd
En % du PIB	23,4	27,1	27,5	27,0	26,4	25,6	24,6	nd	nd

nd : non disponible

Source : Ministère des Finances du Québec

exercice. Le plan budgétaire du gouvernement du Québec devra visiblement être peaufiné au cours des prochaines années.

À court terme, le gouvernement du Québec pourra toutefois compter sur un coup de pouce de l'économie. Les projections budgétaires tablent sur une croissance du PIB réel du Québec de 4,2 % en 2021. Or, les perspectives économiques se sont améliorées de façon importante récemment alors que le Québec fait preuve d'une grande résilience face aux effets néfastes de la seconde vague de COVID-19. Ainsi, notre plus récente prévision comporte une hausse de 6,0 % du PIB réel québécois en 2021. Cet écart devrait se traduire par un déficit budgétaire un peu moins important, même si les taux d'intérêt pourraient être un peu plus élevés que les projections du ministère des Finances.

Du côté de la dette, les changements comptables apportés aux paiements de transferts comme recommandé par le Vérificateur général ont entraîné une augmentation de 12,4 G\$ de la dette représentant les déficits cumulés et de la dette nette au 31 mars 2020. En tenant également compte des répercussions des importants déficits budgétaires découlant de la COVID-19, la dette du gouvernement du Québec augmentera de façon importante. Après avoir atteint un creux de 43,2 % du PIB au 31 mars 2020, le ratio de la dette brute remontera à 49,5 % au 31 mars 2021. Il s'agit toutefois d'un niveau qui reste inférieur au sommet historique de 57,6 % observé en 1997-1998. Une réduction graduelle du ratio de la dette par rapport au PIB est prévue par la suite.

**TABLEAU 2**  
**Perspectives économiques**

VARIATION EN % (SAUF SI INDIQUÉ)	2020	2021p	2022p
<b>PIB réel</b>			
Prévisions du ministère des Finances	-5,3	4,2	4,0
Prévisions de Desjardins	-5,3	6,0	3,4
<b>PIB nominal</b>			
Prévisions du ministère des Finances	-4,0	6,0	5,8
Prévisions de Desjardins	-4,0	8,2	5,2
<b>Mises en chantier (taux annualisé en milliers d'unités)</b>			
Prévisions du ministère des Finances	54,1	50,4	48,8
Prévisions de Desjardins	54,1	60,0	55,0
<b>Prix à la consommation</b>			
Prévisions du ministère des Finances	0,8	1,9	2,2
Prévisions de Desjardins	0,8	2,4	1,5
<b>Création d'emplois (moyenne annuelle en milliers)</b>			
Prévisions du ministère des Finances	-208,5	148,9	75,5
Prévisions de Desjardins	-208,5	177,0	117,0
<b>Taux de chômage (moyenne annuelle en %)</b>			
Prévisions du ministère des Finances	8,9	6,4	6,0
Prévisions de Desjardins	8,9	6,2	5,4
<b>Bons du Trésor – 3 mois (moyenne annuelle en %)</b>			
Prévisions du ministère des Finances	0,4	0,1	0,3
Prévisions de Desjardins	0,4	0,2	0,3
<b>Obligations fédérales – 10 ans (moyenne annuelle en %)</b>			
Prévisions du ministère des Finances	0,7	1,4	1,6
Prévisions de Desjardins	0,7	1,7	1,9
<b>Taux de change (moyenne annuelle en \$ US)</b>			
Prévisions du ministère des Finances	0,75	0,80	0,81
Prévisions de Desjardins	0,75	0,81	0,81

p : prévisions

Sources : Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

### Des mesures additionnelles pour affronter la COVID-19

Le budget 2021 propose plusieurs nouvelles mesures visant à contrer les effets néfastes de la pandémie, mais aussi à positionner le Québec pour l'après-COVID-19. L'ensemble des mesures additionnelles totalise 15,0 G\$ d'ici 2025-2026. Voici un résumé des principales initiatives :

- ▶ Renforcer notre système de santé (un total de 10,3 G\$).
  - 7,0 G\$ pour vaincre la crise sanitaire, dont 750 M\$ annuellement pour améliorer de manière durable les soins en santé.
  - 2,0 G\$ pour renforcer les services pour les aînés.
  - 1,3 G\$ pour rehausser les soins et les services en santé.
- ▶ Appuyer la réussite scolaire et les jeunes (un total de 1,5 G\$).
  - 574 M\$ pour soutenir la réussite scolaire.

- 669 M\$ pour appuyer la persévérance et la diplomation en enseignement supérieur.
- 107 M\$ pour faciliter l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.
- 113 M\$ afin de promouvoir la pratique du sport et du loisir.
- ▶ Accélérer la croissance et la transition vers la nouvelle économie (un total de 4,0 G\$).
  - 2,2 G\$ pour accroître la productivité et stimuler l'investissement des entreprises.
  - 218 M\$ pour créer de la richesse par l'innovation.
  - 404 M\$ pour appuyer la requalification de la main-d'œuvre et son intégration au marché du travail.

- 523 M\$ pour favoriser le développement économique des régions.
  - 137 M\$ pour développer de façon durable notre économie.
  - 392 M\$ pour promouvoir la culture, le patrimoine québécois et la langue française.
  - 193 M\$ afin de poursuivre le soutien aux entreprises touchées par la pandémie.
- Soutenir les Québécois (un total de 1,0 G\$).
- 581 M\$ pour répondre aux besoins spécifiques des Québécois par des mesures visant, entre autres, à :
    - ✓ offrir des logements abordables,
    - ✓ accompagner les familles, notamment en améliorant l'offre de services de garde et la conciliation famille-travail,
    - ✓ poursuivre et améliorer le soutien apporté aux femmes,
    - ✓ favoriser le financement des organismes communautaires et l'accès à leurs services,
    - ✓ soutenir l'achat de produits essentiels pour les prestataires de l'assistance sociale.
  - 397 M\$ afin de protéger les victimes d'actes criminels, de lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs et d'améliorer le système judiciaire, notamment en s'assurant que les pratiques judiciaires et policières évoluent afin d'être adaptées à la réalité d'aujourd'hui.
- L'équité est une valeur fondamentale pour le gouvernement du Québec. Tous doivent faire leur juste part et chacun doit recevoir ce qui lui est dû. C'est pourquoi le gouvernement entend :
- Poursuivre ses actions visant à assurer l'intégrité et l'équité du régime fiscal. Le gouvernement agira notamment afin de s'assurer que la taxe de vente du Québec (TVQ) est perçue à l'égard des biens en provenance de l'étranger par l'entremise d'entrepôts de distribution.
  - Maintenir la taxe compensatoire des institutions financières.
  - Faciliter la remise de tous les produits financiers non réclamés aux ayants droit.
  - Le gouvernement prévoit que ces actions se traduiront par des revenus additionnels, à terme, de l'ordre de 500 M\$ par année.
- En plus de ces mesures, les investissements du Plan québécois des infrastructures (PQI) sont augmentés de 4,5 G\$ pour atteindre 135,0 G\$. Ces investissements majeurs contribueront à accroître le potentiel de l'économie et à créer de la richesse à long terme en plus de combler l'espace laissé sur le marché de la construction par les projets privés abandonnés en raison de la pandémie. De manière à contribuer à la relance de l'économie, la mise en œuvre du PQI est par ailleurs accélérée et près de 60 % des investissements du plan décennal auront lieu d'ici les cinq prochaines années.

### Les incertitudes restent nombreuses

Les perspectives économiques sont plus encourageantes et la campagne de vaccination s'accélère au Québec. Le contexte demeure néanmoins très incertain et plusieurs risques entourent encore les projections budgétaires. Des efforts importants devront donc être déployés au cours des prochaines années pour rétablir l'équilibre des finances publiques du Québec. Il s'agit d'un objectif important pour contrôler l'ascension de la dette et respecter l'équité intergénérationnelle. Heureusement, malgré la détérioration de sa situation financière, le gouvernement du Québec continuera de verser des revenus dédiés au Fonds des générations. La valeur comptable de ce dernier pourrait atteindre 30,3 G\$ au 31 mars 2026.

De plus, certaines mesures introduites dans le budget d'aujourd'hui visent un accroissement de l'investissement des entreprises. Cela devrait favoriser une augmentation de la productivité, qui pourrait se traduire par un potentiel de croissance plus élevé de l'économie québécoise à moyen terme. On espère ainsi que l'économie du Québec retrouve le plus rapidement possible le dynamisme exceptionnel qui était observé juste avant la pandémie. Si le gouvernement du Québec réussit son pari, cela pourrait faciliter l'atteinte de l'équilibre budgétaire.